

**PROJET DE DELIBERATION**  
Loi du 5 Avril 1884 – Article 56

DEPARTEMENT  
DES  
ALPES-MARITIMES



**EXTRAIT**

Du Registre des Délibérations du Comité du  
Syndicat Mixte Conservatoire Départemental de Musique des Alpes-Maritimes

**Séance du 02 Décembre 2015**

**L'an deux mille quinze et le deux décembre à 18h00**

Objet :

**Approbation  
programme  
pluriannuel  
d'accès à  
l'emploi titulaire**

Le Comité Syndical du Syndicat Mixte, s'est réuni au nombre prescrit par le règlement, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Jean THAON**

**N° 1512/04 Présents ou représentés :**

**MM : THAON, BLANCHI, FRERE, CONSTANT, CORNIGLION, GINESY, LOMBARDO, QUERCIA, MASSEGLIA, VIAUD,**

**MMES : BRUNN, COLLE, DE POULPIQUET, DUHALDE-GUIGNART, DUMONT, EL HEFNAOUI, FERRAND, ISNART, OLIVIER, PENIELLO, PIRET, SIEGEL, SOULIE**

Le Président du Syndicat Mixte rappelle à l'assemblée que la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 prévoit la mise en place d'un dispositif d'accès à l'emploi titulaire pour les agents contractuels jusqu'au 12 mars 2016.

L'article 8 du décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 dispose que le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire détermine, en fonction des besoins de la collectivité et des objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences, les grades des cadres d'emplois ouverts aux recrutements réservés, le nombre d'emplois ouverts à chacun de ces recrutements et leur répartition entre les sessions successives de recrutement.

Lorsqu'il prévoit l'organisation d'un recrutement réservé sans concours, le programme pluriannuel définit, outre le nombre d'emplois ouverts, les conditions dans lesquelles ces recrutements seront opérés, lesquelles prennent notamment en compte les acquis de l'expérience professionnelle correspondant aux fonctions auxquelles destine le cadre d'emplois d'accueil.

Le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire doit être soumis préalablement à l'avis du Comité Technique Paritaire.

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les Membres présents.  
Pour extrait certifié conforme au registre,



# PROJET DE DELIBERATION

Loi du 5 Avril 1884 – Article 56

DEPARTEMENT  
DES  
ALPES-MARITIMES

## EXTRAIT

Du Registre des Délibérations du Comité du  
**Syndicat Mixte Conservatoire Départemental de Musique des Alpes-Maritimes**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le décret n° 2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-1293 du 12 mars 2012,

Vu la circulaire du Ministère de l'Intérieur du 12 décembre 2012 relative à la mise en œuvre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire dans la fonction publique territoriale prévu au chapitre II du titre Ier de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012,

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 27/10/2015,

Considérant les besoins de la collectivité et les objectifs de la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences,

Considérant que la mise en œuvre de ce dispositif nécessite l'accompagnement d'un organisme spécialisé en matière de recrutement et qu'il convient ainsi de confier au CDG06 l'organisation des commissions de sélections professionnelles,

### **Le Comité Syndical , après en avoir délibéré, décide :**

- d'ouvrir, au titre du dispositif d'accès à l'emploi titulaire, le poste suivant pour l'année 2016 : Assistant Territorial d'Enseignement Artistique Principal 2<sup>ème</sup> classe
- de créer le poste d'Assistant Territorial d'Enseignement Artistique Principal 2<sup>ème</sup> classe à temps non complet (75 %) correspondant aux nominations à intervenir dans le cadre de ce dispositif,
- d'inscrire les crédits nécessaires au budget des exercices correspondants,

- d'autoriser le Président à signer la convention avec le centre de gestion de la fonction publique territoriale des Alpes-Maritimes en vue de l'organisation des commissions de sélection professionnelle.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Ainsi fait et délibéré, les jour, mois et an que dessus.

Ont signé au registre tous les Membres présents.  
Pour extrait certifié conforme au registre,

**Le Président,  
Jean THAON**

